



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix sept le 9 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 3 mai 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoints, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme HOLGADO, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme MARECHAL à M. CAVALEIRO, Mme MERCHADOU à M. CASTETS, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. GEDON à M. ELIAS, M. BODIN à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à M. RIMARK, M. GABARD à M. CARREAU

Etait excusé:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 19

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

6 – SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS - ATTRIBUTION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Dans le cadre de sa participation à la vie associative, la ville de Blaye apporte son concours par le biais de subventions.

L'association « Aéroclub Marcillac Estuaire » a sollicité la ville en vue d'obtenir une subvention pour soutenir l'opération « préparation au Brevet d'Initiation à l'Aéronautique ».

Dans cette optique, il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à attribuer une subvention d'un montant de 400€ à cette association.

La dépense correspondante est prévue à l'article 6574 du budget de la commune.

La commission n°5 (Sport - Associations Sportives - Jeunesse- Gestion Des Bâtiments Et Infrastructures Sportifs Et Associatifs) s'est réunie le 27 avril 2017 et a émis un avis favorable.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 28 avril 2017 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 12/05/17

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20170509-52168-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK